



Séance ordinaire du mercredi 18 décembre 2019

L'an deux mille-dix-neuf et le dix huit décembre, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Philippe SAUREL.

Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Finances

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Jean-Marc ALAUZET, Geniès BALAZUN, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Pierre BONNAL, Sabria BOUALLAGA, Thierry BREYSSE, Anne BRISSAUD, Rosy BUONO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michelle CASSAR, Chantal CLARAC, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Catherine DARDE, Titina DASYLVA, Henri de VERBIZIER, Véronique DEMON, Aline DESTAILLATS, Jean-Marc DI RUGGIERO, Michèle DRAY-FITOUSSI, Abdi EL KANDOUSSI, Mylène FOURCADE, Jean-Noël FOURCADE, Michel FRAYSSE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Jean-Pierre GRAND, Isabelle GUIRAUD, Régine ILLAIRE, Claire JABADO, Stéphanie JANNIN, Laurent JAOU, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LÉVY-RAMEAU, Jean-Marc LUSSERT, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jean-Luc MEISSONNIER, Cyril MEUNIER, Béatrice MICHEL, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Arnaud MOYNIER, Caroline NAVARRE, Marie-Christine PANOS, Eric PASTOR, Eric PENSO, Véronique PEREZ, Eric PETIT, Thierry QUILES, Joël RAYMOND, René REVOL, Jean-Pierre RICO, Henri ROUILLEAULT, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Jean-Luc SAVY, Noël SEGURA, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Joël VERA, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEUS.

Absents ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Jean-François AUDRIN, Gérard CASTRE, Thierry DEWINTRE, Carole DONADA, Pierre DUDIEUZERE, Isabelle GIANIEL, Gilbert PASTOR, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Isabelle TOUZARD.

Absents / Excusés :

Djamel BOUMAAZ, Jacques DOMERGUE, Clare HART, Audrey LLEDO, Eliane LLORET, Yvon PELLET

Finances - Opération annuelle de reprise et dotation des provisions et dépréciations - Principes et montant 2019 - Approbation

Monsieur Max LEVITA, Vice-Président, rapporte :

La constitution de provisions comptables est une dépense prévue par le décret n°2014-1746 du 29 décembre 2014. Par cette délibération, il est proposé de définir les modalités de mise en œuvre de ces provisions et leur mise en application. Les enjeux et la méthodologie de la politique de provisionnement sont détaillés ci-après.

1- Un provisionnement qui sécurise les comptes de la collectivité

Provisionner une dépense ne signifie pas accepter une perte éventuelle : au contraire, en vertu du principe comptable de prudence, le fait de provisionner assure à la collectivité une capacité à faire face à ses obligations dans les années futures. Au-delà du respect du principe de prudence, la sincérité des comptes est également visée puisque la collectivité intègre ces risques éventuels dans les documents budgétaires.

2- L'historique du provisionnement

Depuis 2017, la Métropole comptabilise des provisions pour litiges et contentieux et pour créances irrécouvrables (restes à recouvrer) ainsi que les dépréciations des titres de participation. Au 31 décembre 2018, le montant des provisions constituées s'élevait ainsi à 6 399 192,03 euros et se répartissait de la façon suivante :

Provision pour litiges et contentieux	100 000,00 euros
Provision pour créances irrécouvrables (reste à recouvrer)	809 000,00 euros
Provision pour créances irrécouvrables (sociétés en liquidation ou redressement judiciaire)	290 192,03 euros
Provision pour dépréciation des titres de participation	5 200 000,00 euros
Total	6 399 192,03 euros

3- Le cadre réglementaire

Le décret n°2014-1746 du 29 décembre 2014 fixant les règles budgétaires, financières et comptables applicables aux métropoles prévoit, dans la partie réglementaire du Code Général des Collectivités Territoriales consacrée au nouveau chapitre VII intitulé « Métropole », un article D.5217-22 précisant les normes à appliquer concernant les provisions pour risques et charges :

« La constitution de provisions pour risques et charges est obligatoire dès lors qu'il y a apparition du risque. La constatation de dépréciations est obligatoire en cas de perte de valeur d'un actif. La métropole constate la dépréciation ou constitue la provision à hauteur de la perte de valeur constatée ou à hauteur du risque.

La dépréciation ou la provision est ajustée annuellement en fonction de l'évolution de la perte de valeur ou de l'évolution du risque. Elle donne lieu à reprise lorsqu'elle est devenue sans objet, c'est-à-dire en cas de disparition de la perte de valeur ou de réalisation du risque ou lorsque ce risque n'est plus susceptible de se

réaliser.

La dépréciation ou la provision ainsi que son suivi et son emploi sont retracés sur l'état des dépréciations et des provisions constituées, joint au budget et au compte administratif.

La métropole peut procéder à la neutralisation budgétaire de la dotation aux provisions et dépréciations, déduction faite des reprises sur provisions et dépréciations. Ne sont pas concernées par ces dispositions les provisions et dépréciations constituées dans les cas suivants:

- *Dès l'ouverture d'un contentieux en première instance contre la métropole ;*
- *Dès l'ouverture d'une procédure collective prévue au livre VI du code de commerce ;*
- *Lorsque le recouvrement des restes à recouvrer sur compte de tiers est compromis malgré les diligences faites par le comptable public ».*

La provision est ajustée annuellement en fonction de l'évolution du risque. Elle donne lieu à reprise en cas de réalisation du risque ou lorsque ce risque n'est plus susceptible de se réaliser.

Une délibération détermine les conditions de constitution, de reprise et, le cas échéant, de répartition et d'ajustement de la provision.

Le montant de la provision, ainsi que son évolution et son emploi sont retracés sur l'état des provisions joint au budget et au compte administratif.

Du point de vue comptable et quelle que soit la collectivité ou l'établissement public local, une provision doit impérativement être enregistrée lorsque les trois conditions suivantes sont réunies :

- le risque ou la charge doit être nettement précisé quant à son objet ;
- la réalisation du risque ou de la charge est encore incertaine, mais des événements survenus ou en cours, la rendent probable ;
- l'échéance de la sortie de ressources ou le montant ne sont pas connus précisément, mais ils sont néanmoins évaluables avec une approximation suffisante.

De manière générale, les provisions pour risques et charges doivent être comptabilisées même si le résultat (comptable ou budgétaire) est négatif.

4- Un provisionnement nécessaire pour atteindre la certification des comptes

L'état envisage d'étendre la certification des comptes aux collectivités ayant signé un contrat financier. Ainsi la Métropole devrait rentrer prochainement dans le processus de certification des comptes.

Les principaux enjeux de la certification sont de garantir la transparence de l'action publique grâce à une information financière de qualité et d'assurer la qualité et la fiabilité des comptes de la Métropole pour disposer d'un socle robuste pour la bonne gestion des fonds publics.

La mise en œuvre d'une politique de provisionnement permet de répondre aux exigences de la certification des comptes.

5- Conditions de constitution et chiffrage des dotations

Il est proposé de valider les conditions de constitution des provisions et dépréciations selon les modalités décrites ci-dessous.

Provision pour litiges et contentieux : Une provision sera constituée dès l'ouverture d'un contentieux en première instance contre la collectivité. Elle sera évaluée au regard du risque encouru.

Provision pour créances irrécouvrables - Restes A Recouvrer (RAR) : En complément des diligences faites par le Comptable Public pour procéder au recouvrement des titres, il est proposé de provisionner les créances les plus anciennes sur la base des restes à recouvrer proposés par celui-ci.

Provision pour créances irrécouvrables dans le cadre de sociétés en liquidation ou redressement judiciaire : Malgré la vigilance exercée par la collectivité et le Comptable Public au moment de l'émission des titres, certaines sociétés sont en cessation de paiement avant d'avoir pu honorer leur dette. Il est ainsi proposé d'établir une provision à hauteur du montant total des titres concernés, sur proposition du Comptable Public.

Provision pour Compte Epargne Temps : Il est proposé d'établir une provision pour tous les jours susceptibles d'être monétisés, supérieurs à 15 jours.

Provision pour dépréciation des titres de participation : Il est proposé de constater une dépréciation dès lors que la valeur de marché d'une participation sera inférieure à sa valeur nominale.

Les provisions seront ajustées chaque année en fonction des éléments transmis.

Au regard des modalités décrites ci-dessus, il est proposé pour l'exercice 2019, les ajustements suivants :

	Compte de Gestion au 31/12/2018	2019		Compte de Gestion au 31/12/2019
		Reprise	Dotation	
Litiges et contentieux	100 000.00	100 000.00	850 568.00	850 568.00
Restes à recouvrer	809 000.00	809 000.00	325 946.73	325 946.73
Liquidation et redressement judiciaire	290 102.03	290 102.03	634 806.55	634 806.55
Compte épargne temps			807 337.50	807 337.50
Dépréciation Titres de participation	5 200 000.00		2 277 149.00	7 477 149.00
Total	6 399 192.03	1 199 192.03	4 895 807.78	10 095 807.78

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- adopter les modalités de calcul et le montant des provisions et dépréciations pour l'exercice 2019 ;
- dire que les crédits y afférents sont prévus au budget de l'exercice 2019, chapitres 926 et 946 ;
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

Il est demandé au Conseil de bien vouloir délibérer.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 86 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 27/12/19

Pour extrait conforme,
le Président



Philippe SAUREL

Publiée le : 27 décembre 2019
Accusé de réception – Ministère de l'intérieur
034-243400017-20191218-110635-DE-1-1
Acte Certifié exécutoire :
Réception en Préfecture : 27/12/19

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.